

Essence: Les Gilets Jaunes: Qui paralyse qui?



En France, la hausse des prix du baril de pétrole et les nouvelles taxes sur les carburants ont initié la vague de gilets jaunes. Paradoxalement, dans un pays où laisser son moteur allumé pour aller chercher sa baguette de pain est un sport national, la transition énergétique se heurte à la réalité du terrain.

La France n'est pas seule à avoir mis tous ses œufs dans le panier du pétrole et de tenter, même maladroitement, de s'en extraire. La grogne illustre la difficulté d'effectuer cette transition en embarquant tous les citoyens.

La paralysie des cartels

Paris perçoit plus de € 30 milliards de taxes sur l'utilisation du pétrole, dont à peine 10% sert à soutenir une transition de la mobilité et du chauffage..

De plus, quand cette minuscule quote-part sert à offrir des subsides au pétrolier Total pour l'aider à générer de l'essence à partir d'huile de palme, la perplexité est de rigueur.

Dans les faits, les présidents successifs, de droite comme de gauche, ont laissé la stratégie énergétique du pays dans les mains des multinationales dont les intérêts divergent totalement de l'intérêt public.

Comment expliquer les choix de relier les grandes villes par TGV en abandonnant le transport dans les régions périphériques, d'ériger 19 sites nucléaires au lieu de disséminer les centres de production, de favoriser systématiquement EDF ou Engie afin de freiner les PME innovantes et l'efficacité énergétique, de favoriser le diesel pour écouler les voitures des constructeurs nationaux ou de ne pas imposer le kérosène des compagnies d'aviation ou de transports maritimes.

Dénoncer cette méthodologie ne peut être corrélée à une idéologie de droite ou de gauche d'autant que l'on découvre petit à petit que ces faveurs résultent souvent d'avantages financiers à des élus ou des partis des deux bords.

Bref, le sentiment que l'argent collecté va directement dans les poches d'élus ou des géants de l'économie n'est peut être pas étranger à ces manifestations.

Indépendance énergétique

La France n'est pas un cas isolé. L'Allemagne, l'Angleterre où les USA font face aux mêmes défis même si les approches diffèrent.

En Allemagne, le gouvernement Merkel a saisi l'opportunité de débiter par une transition électrique en abandonnant le nucléaire et demain le charbon. Sur cette base, elle peut maintenant électrifier son industrie automobile, bien aidée par les scandales des moteurs truqués.

Les années sont comptées pour effectuer une passation en douceur. Plus on attend, plus elle sera ardue et violente. Elle sera de toute façon imposée par la conjonction de la pénurie pétrolière et de la crise climatique.

La France va devoir fortement investir, et par ricochet, créer des emplois, afin de proposer des alternatives à la voiture thermique, aux camions et aux avions, d'isoler et de chauffer différemment les bâtiments.

Des cartels et des oligopoles, peut agile, vont disparaître et être remplacés par des acteurs inattendus. Uber, Amazon, Tesla ou Goole montrent le potentiel disruptif. (pour autant, du point de vue social ces entreprises sont exécrables.)

Générer et garder la valeur dans l'économie locale

Une fois n'est pas coutume, nous pourrions recopier l'exemple chinois. Solaire, éolien, construction de voitures électriques ou à hydrogène, Pékin a créé des millions d'emplois et a fortement réduit ses émissions polluantes et freiné la hausse de sa consommation pétrolière. Aujourd'hui, plus de 400 producteurs de voitures électriques chinoises se battent pour conquérir le monde.

Cette démarche peut irriter les fervents croyants de la main invisible qui équilibre les marchés. Si en pratique, cette théorie n'a fonctionné que dans les livres, le pragmatisme chinois ou américain l'a balayée.

Le gouvernement français, comme les autres pays, a intérêt à diminuer le temps passé sur la création d'articles de presse et à augmenter l'implémentation de solutions et d'alternatives pour les citoyens.

Non seulement, ces solutions sont funs, folles et souvent géniales, mais en plus elles créent des emplois et gardent la valeur dans les communautés et les entreprises locales. Annuellement, la France offre et exporte plus de 40 milliards € aux pays producteurs de pétrole.

Imaginez le potentiel de ce montant s'il restait dans l'économie locale.

{rokcomments}